



---

## Crise environnementale et développement soutenable en Afrique : Vers une agriculture écologique

### Environmental crisis and sustainable development : Towards ecological agriculture

CAMARA Issouf, ASSEU Mafa Georges, KOUADIO Kouamé Sébastien Éric

Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY (Abidjan – Côte d'Ivoire)  
Laboratoire Société Individu Culture (LaSIC)

---

**Résumé:** Notre réflexion porte sur la problématique du développement soutenable en lien avec la crise environnementale dont les effets sont de plus en plus perceptibles en Afrique. Si le changement climatique est une réalité globale, certains facteurs spécifiques semblent aggraver la situation des pays africains. Nous faisons allusion aux conséquences désastreuses de l'agriculture industrielle (extensive et productiviste) qui détruit le couvert forestier, déséquilibre les écosystèmes naturels et contribue à l'appauvrissement des sols. On peut évoquer aussi les affres de l'orpaillage clandestin, ainsi que la forte croissance démographique. Cette situation nous impose l'urgence d'une réflexion sur l'environnement. Les résultats de cette réflexion montreront qu'il est possible de trouver solution à la crise environnementale en changeant de paradigmes, notamment dans notre approche de l'éducation et dans notre manière de pratiquer l'agriculture. L'éducation à l'écocitoyenneté doit être un objectif prioritaire aussi bien dans les programmes scolaires que dans les programmes de sensibilisation des populations. Nous souscrivons à l'idée qu'une implication des citoyens dans l'implémentation des politiques environnementales est le gage d'un développement soutenable en Afrique. Il faut donc conjuguer les efforts de nos décideurs avec la participation effective et solidaire des populations, qui sont les plus impactées par la crise écologique et économique. En capitalisant les acquis d'une éducation à l'écocitoyenneté, on pourrait encourager les populations à pratiquer une agriculture écologique soucieuse de la préservation des ressources naturelles.

**Mots clés:** Agroécologie; Changement climatique; Crise environnementale; Développement; Écosophie.

**Abstract:** Our reflection focuses on the problem of sustainable development in connection with the environmental crisis, the effects of which are increasingly perceptible in Africa. If climate change is a global reality, certain specific factors seem to worsen the situation in african countries. We are referring to the disastrous consequences of industrial agriculture (extensive and productivist) which destroys forest cover, unbalances natural ecosystems and contributes to soil improvmnt. We can also mention the horrors of gold panning, as well as strong population growth. This situation imposes on us the urgency of thinking about the environment. The results of this reflection will show that it is possible to find solution to the environmental

---

crisis by changing paradigms, particularly in our approach to education and in our way of practicing agriculture. Education in ecocitizenship must be a priority objective both in school programs and in population awareness programs. We subscribe to the idea that citizen involvement in the implementation of environmental policies is the guarantee of sustainable development in Africa. We must therefore combine efforts of our decision-makers with the effective and supportive participation of populations, who are the most impacted by the ecological and economic crisis. By capitalizing on the achievements of ecocitizenship education, we could encourage rural populations to practice ecological agriculture concerned with the preservation of natural resources.

**Keywords:** Agroecology; Climate change; Environmental crisis; Development; Ecosophy.

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.12699101>

---

## 1 Introduction

Depuis quelques temps, la problématique du changement climatique alimente les débats sur les crises écologique et économique en Afrique. Nombreux sont les facteurs qui pourraient expliquer cette situation inédite, notamment l'entreprise de prédation des ressources naturelles organisée par le capitalisme à l'échelle mondiale. Sous l'impulsion d'un capitalisme industriel aux ambitions démesurées et sous la houlette d'une rationalité technologique aux pouvoirs illimités, la nature est soumise à une exploitation systématique. En fait, la recherche effrénée du profit fait du capitalisme « le ressort particulier d'un mode de production économique à travers une intense exploitation de la nature et un expansionnisme technologique, réduisant la nature à un substrat des artifices de la technique » (Nzamba, 2013 : 30).

Dans les pays capitalistes (même dans l'ex Union Soviétique où régnait un capitalisme d'État), les profits agricoles sont intimement associés à une technologie qui entraîne une demande excessive à l'égard de l'environnement et ruine les sols à long terme (Næss, 2013 : 163).

L'agro-industrie productiviste et extensive est l'un des centres d'intérêt de ce système économique qui sacrifie le ménagement (écologique) au profit du *management* (économique). Les conséquences d'une telle politique prédatrice et consumériste sont connues: déséquilibre de la biodiversité, destruction du couvert forestier, appauvrissement du sol. Dès lors, quelle politique faut-il mettre en place pour lutter contre les crises écologique et environnementale dont les effets néfastes sont de plus en plus perceptibles en Afrique ? L'implémentation d'une agriculture écologique n'est-elle pas une alternative crédible pour un développement soutenable? Pour adresser ces questions, nous appliquerons les méthodes analytique et critique, en insistant sur la nécessité d'implémenter une politique visant la préservation de l'environnement. Ce projet s'inscrit dans la perspective d'un développement articulé autour de l'agroécologie, l'écocitoyenneté et l'éthique de la responsabilité. Notre démarche consiste d'abord à exposer les facteurs de la crise environnementale, avant de dire en quoi l'éthique environnementale est une alternative crédible pour un développement soutenable en Afrique.

## 2 Des facteurs de la crise environnementale en Afrique

### 2.1 Le changement climatique: une réalité globale et historique

De toute évidence, le changement climatique global est le principal facteur de la crise environnementale sur le continent africain frappé par le déséquilibre de la biodiversité, le bouleversement des écosystèmes naturels, les inondations, la sécheresse, la famine, etc. Les spécialistes de la question indiquent que le réchauffement climatique serait provoqué par la quantité de chaleur accumulée à la surface terrestre, du fait des émissions de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane, oxyde de nitrogène). Climatologues et météorologues s'accordent à dire que l'augmentation des températures moyennes des océans pourrait dérégler de façon irréversible l'équilibre planétaire. Retenons simplement qu'avec ce phénomène inédit

s'accroît dans l'atmosphère, depuis la révolution industrielle, la concentration de gaz carbonique issu de l'usage des combustibles fossiles, augmente la propagation de substances toxiques et de produits acidifiants, croît la présence d'autres gaz à effet de serre... (Serres, 1992 : 53).

Pour la plupart des pays africains dont l'économie repose sur l'agriculture, « l'un des effets du réchauffement climatique sur la pluviosité en Afrique s'est traduit par la forte diminution des précipitations dans le Sahel et par ricochet dans les pays soudano-sahéliens en Afrique Occidentale ». (Kouassi, 2022 : 163). Ces variations pluviométriques ont poussé à modifier le calendrier agricole. Depuis plusieurs années, les producteurs sont parfois dans l'obligation d'anticiper sur les périodes habituelles de semis. Ce décalage dans le calendrier agricole peut être observé sur une période d'un mois, rendant inappropriée la culture des produits vivriers ou entraînant une production insuffisante. C'est pourquoi les pronostics les plus défavorables annoncent pour l'Afrique une longue période de crise alimentaire. Selon Allègre (2010 : 20), « les contrastes climatiques – extrême sécheresse-pluies diluviennes, par exemple – semblent se multiplier. Il y a un changement climatique, comme il n'a pas cessé d'y en avoir tout au long de l'histoire géologique».

Claude Allègre confirme ainsi la réalité du changement climatique, qu'il s'agisse de réchauffement ou de refroidissement. Selon lui, les changements climatiques ne datent pas d'aujourd'hui. Il faut pouvoir s'y adapter: « Il faut dire que le changement climatique est réel [...]. Depuis 10.000 ans, l'homme fait la démonstration qu'il sait s'adapter à des changements climatiques qui n'ont jamais cessé » (Allègre, 2010 : 17). Ce qu'il déplore, cependant, ce sont les discours alarmistes de nombre d'experts et de spécialistes du climat qui affolent tout le monde en criant à la catastrophe et à l'imminence de l'apocalypse. Malheureusement, cette stratégie du "faire-peur", c'est-à-dire de la manipulation de la peur pour propager de fausses vérités semble bien marcher. Il s'insurge contre cet alarmisme climatique dont les effets sont plus désastreux que le réchauffement climatique lui-même. « Mon combat, dit-il, c'est contre l'extrémisme sous toutes ses formes, contre l'alarmisme, la peur, le totalitarisme vert, contre les excès de toutes origines. Mon combat, c'est celui du bon sens et de la mesure » (Allègre, 2010 : 17).

Face au changement climatique, il n'est pas question de céder au désespoir. Il faut plutôt croire à la capacité d'adaptation de l'homme, à son esprit d'invention et d'innovation, à son sens de la créativité, à son pouvoir de résistance et de résilience. Nous sommes capables d'adresser les crises qui secouent la planète et de faire de ces problèmes les leviers d'un développement nouveau. Nous pouvons, par exemples, développer de nouvelles sources d'énergie pour nos industries, pratiquer des formes d'agriculture soucieuses de la préservation de la biodiversité, conscientes de la vulnérabilité de la nature. Claude Allègre veut pouvoir partager cet optimisme, en déjouant les pronostics les plus pessimistes.

Je ne pense pas, dit-il, que l'homme puisse agir globalement sur le climat. Ce que je crois, en revanche, c'est que l'homme a tous les moyens pour s'adapter face au changement climatique. Ma conviction tient en deux maîtres mots: adaptation et innovation. Et cette attitude offre une extraordinaire opportunité de développement (Allègre, 2010 : 35).

## **2.2 Agriculture industrielle, orpaillage clandestin, croissance démographique**

En dehors du changement climatique global, la situation spécifique de l'Afrique est aggravée par d'autres facteurs, notamment l'agriculture industrielle, l'orpaillage clandestin et la croissance démographique. Nous avons brièvement évoqué l'agriculture industrielle, à travers un système capitaliste qui exploite les ressources naturelles sans aucun ménagement.

Par l'introduction intempestive des techniques dans les rapports de l'homme à la nature, la nature est devenue comme un objet de manipulation et non un objet d'esthétique. Cette surexploitation des grandes aires, faisant appel à l'usage des intrants chimiques, des engrais et des pesticides, bouleverse l'équilibre naturel, brise le rythme naturel et appauvrit les terres et les sols (Bonnefous, 1990 : 27).

Après le passage des fermes agricoles, la plupart des terres n'étant plus suffisamment fertiles, on se tourne désormais vers l'agriculture biochimique. Cette forme d'agriculture qui mobilise l'utilisation d'intrants agricoles divers, n'est pas sans conséquences parce que l'accumulation de ces substances hautement toxiques contribue inéluctablement à la pollution de l'environnement. En effet, « l'utilisation massive de pesticides pour des usages agricoles [...] a éliminé de nombreuses espèces dans les milieux terrestre et aquatique» (Lévêque, 2008 : 23). Cette évidence est confirmée par l'écologiste Rabhi (2008 : 63) qui avertit en ces termes: « Une agriculture qui ne peut produire sans détruire porte en elle-même les germes de sa propre destruction». En outre, l'usage de la culture agrochimique a des conséquences sur l'agriculture elle-même et par conséquent sur ceux qui en consomment. Autant dire que « l'humanité risque de consommer sa ruine par sa lutte incessante et universelle contre la nature plus que par n'importe quelle guerre » (Rabhi, 2008 : 63).

La maîtrise de la nature et la dégradation de l'espace de vie désocialisent le mode de vie. Elle estompe le sens et la signification profonde de la vie, la conception du monde. Elle touche au sol et à la terre (des ancêtres), partant, à l'être profond ou à l'identité des peuples. Elle brise les types de relations qui existent entre l'homme et la nature et entre l'homme et les milieux naturels, mais aussi les relations entre les hommes et le Créateur. (Bourg, 2010 : 27).

Le second facteur spécifique de la crise environnementale en Afrique concerne l'orpaillage clandestin. Par définition, « l'orpaillage est la recherche et l'exploitation de l'or dans des alluvions aurifères » (Mosnier, 2015 : 182). Pratiquée en milieu rural, l'orpaillage clandestin est une activité illégale dont l'impact environnemental n'est plus à démontrer. Qu'elle soit légale ou illégale, l'orpaillage entraîne la dégradation accélérée de l'environnement. Elle provoque la déforestation, la dégradation des sols, la pollution des eaux et la perte de la biodiversité. La recherche de l'or est véritablement un danger pour l'homme lui-même et son environnement. En mars 2013, les autorités sanitaires de la Guyane Française sont alertées suite à « une épidémie de diarrhée avec syndrome respiratoire aigu fébrile, touchant une communauté d'orpailleurs travaillant sur un même site en forêt tropicale » (Mosnier, 2015 : 181). Les enquêtes épidémiologique et microbiologique ont révélé la présence de grippe saisonnière associée à de nombreuses infections parasitaires, bactériennes ou virales. Selon Mosnier (2015: 181), « la présence de ces germes pathogènes et leur association reflètent les conditions de précarité sanitaire et de promiscuité importante existant dans ces camps d'orpaillage ». L'hypothèse d'une contamination fécale de l'eau consommée fut confirmée par les examens cliniques ; l'absence d'adduction en eau potable dans la zone en est la preuve éloquente. « Les conditions de vie sur le camp ont révélé une forte promiscuité et une hygiène précaire. Il n'y avait pas de latrines, les personnes déféquaient en amont des campements » (Mosnier, 2015 : 186). Toutefois, il ne faut pas écarter l'hypothèse d'une contamination mercurielle (chimique) de l'eau. Finalement, on peut juste retenir que « nous sommes devenus un plus grand danger pour la nature que celle-ci ne l'était autrefois pour nous. Nous sommes devenus extrêmement dangereux pour nous-mêmes » (Jonas, 2000 : 17). Ce danger est perceptible avec les forêts et les plantations qui sont rasées sur des milliers d'hectares au profit des sites colonisés par les orpailleurs. Nous faisons tous le constat amer selon lequel « il n'existe plus sur terre de havre de paix écologique. Derniers vestiges de notre planète originelle, les forêts anciennes vivent aujourd'hui sous la menace permanente des prédatations humaines » (Tardieu, 2002 : 148).

Un autre aspect de la crise environnementale en Afrique porte sur la croissance démographique. En raison de cette forte croissance de la population, les écosystèmes naturels cèdent du terrain; la majorité des espaces a été aménagée pour l'extension des villes et des villages: « L'homme est devenu une espèce envahissante: il a colonisé la plupart des zones habitables » (Lévêque, 2008 : 22). Dans un tel contexte, les conséquences sont alarmantes d'autant plus que les forêts tropicales régressent considérablement. Ainsi, les terres cultivables sont transformées en lieux d'habitation, avec pour conséquence la raréfaction d'espaces pour les cultures agricoles de première nécessité. Selon les rapports du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), 16 millions de personnes supplémentaires se retrouvent en insécurité alimentaire et d'ici 2025, 1.2 milliard d'êtres humains pourraient avoir chroniquement faim.

Sur la question de la croissance démographique, Claude Allègre prétend qu'il ne faut pas céder au pessimisme. Qu'il s'agisse de la démographie mondiale ou de la croissance avérée de la population africaine, il soutient qu'il n'y a pas matière à s'alarmer outre mesure: « La population du monde ne va pas exploser: elle atteindra un maximum de 8 milliards et demi, pour redescendre ensuite » (Allègre, 2010 : 274). En 2010, nous étions autour de 6 milliards et demi d'habitants, quand Allègre faisait cette prévision, pour ne pas dire cette prédiction. Quatorze ans après, la population mondiale stagne effectivement autour de 8 milliards d'habitants. La population de l'Afrique est estimée aujourd'hui à 1 milliard et demi soit 18% de la population mondiale. « Mais si on développe l'éducation et l'emploi des femmes en Afrique, on peut imaginer une croissance moindre » (Allègre, 2010 : 275). L'éducation met à leur disposition la connaissance des méthodes de contraception et de planning familial. En outre, la scolarisation des jeunes filles est déterminante dans la réduction des mariages précoces. Par ailleurs, les statistiques montrent que les femmes dites au "foyer" font plus d'enfants que celles qui ont un emploi. Concernant l'éventualité d'une crise alimentaire en lien avec la croissance démographique mondiale, Claude Allègre nourrit le même optimisme.

D'abord, je dis que la planète est capable de nourrir et d'accueillir 8 à 9 milliards de personnes. La FAO elle-même l'affirme. À condition, bien sûr, de veiller à une meilleure distribution, à une meilleure répartition de la nourriture. Ce qui est en cause, ce ne sont pas les 8 milliards et quelques d'êtres humains, c'est leur "distribution géographique" (Allègre, 2010 : 275).

De tout ce qui précède, on peut retenir que la crise environnementale n'est pas une fatalité en soi. Cette crise aux ramifications diverses et variées (écologique, économique, sociale, culturelle) peut être « une opportunité pour défricher ensemble les chemins d'une nouvelle croissance. Une croissance plus respectueuse de la nature, pas uniquement fondée sur les marchés financiers et qui donne plus de chances aux talents, quelle que soit leur origine » (Allègre, 2010 : 277).

### 3 L'éthique environnementale: alternative pour un développement soutenable en Afrique

#### 3.1 Arne Naess et l'écophilosophie: réflexions autour de l'environnement

Face à la crise environnementale globale, l'écologiste Norvégien Arne Naess souligne l'urgence d'une réflexion philosophique autour de l'environnement (*écophilosophie*). Entendons par écophilosophie l'étude des problèmes communs à l'écologie et à la philosophie, en tant qu'elle «procède à l'analyse des problèmes spécifiques, qui se situent à l'intersection de ces deux disciplines reconnues» (Naess, 2013 : 73). À l'intérieur de l'écophilosophie, Arne Naess inaugure une variante particulière baptisée «*écosophie*».

Lorsque la philosophie s'applique à résoudre des problèmes qui concernent la nature et nous-mêmes, elle est alors, au second sens, une «écosophie». C'est sur la base d'une écophilosophie qu'il est loisible, en un second temps, de développer une écosophie personnelle en vue d'aborder les situations pratiques dans lesquelles nous sommes impliqués. Dans ce livre, j'introduirai une version particulière de l'écosophie, appelée arbitrairement Écosophie T. [...]. Ainsi, une écosophie est une vision philosophique du monde ou un système inspiré par les conditions de vie dans l'écosphère. Elle doit pouvoir fonder philosophiquement l'adhésion aux principes de la plateforme d'écologie profonde. (Naess, 2013 : 73-75).

Selon Arne Naess, la réflexion écophilosophique (ou écosophique) est incontournable si nous voulons dépister la pathologie qui ronge l'humanité entière et si nous voulons surmonter le pessimisme qui accompagne cette situation de crise. Certes la crise environnementale n'est pas une fatalité en soi mais le pessimisme associé à cette crise met un bémol à la joie de vivre. Dans la Préface à *Écologie, communauté et style de vie*, David Rothenberg indique que «Naess affirme avoir commencé à écrire [ce livre], parce qu'il était pessimiste quant à l'avenir du monde» (Naess, 2013 : 20). «Mais comment ne pas céder au pessimisme au vu de toutes les informations alarmantes dont nous disposons sur l'état du monde?» (Naess, 2013 : 20), s'interroge Rothenberg. Quoi qu'il en soit Arne Naess se propose de convertir ce pessimisme en optimisme, en montrant que «la joie permanente [est] possible, même dans un monde confronté au désastre» (Naess, 2013 : 20). C'est donc armé de cette espérance qu'il s'engage, à travers le mouvement d'écologie profonde (*deep ecology*), à trouver solution à la crise environnementale. Mais avant de dérouler le programme du *mouvement*, un état des lieux s'impose.

Une culture globale, de type techno-industriel, envahit actuellement le monde entier en tous ses milieux, en profanant les conditions de vie des générations futures. [...] Nous sommes tous coresponsables dans la mesure où nous participons de cette culture. [...] Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, nous sommes confrontés à un choix qui s'impose à nous parce que la négligence avec laquelle nous avons laissé croître la production des choses et la reproduction des êtres humains a fini par nous rattraper. Daignerons-nous nous auto-discipliner et mettre en œuvre un plan raisonnable visant au maintien et au développement de la richesse de la vie sur Terre, ou continuerons-nous à gaspiller nos chances en abandonnant le développement à des forces aveugles? (Naess, 2013 : 51).

Dans ce passage qui lève un coin de voile sur la culture et l'idéologie propres aux sociétés occidentales industrialisées, l'auteur insiste sur trois notions: participation, responsabilité, engagement. En effet, dit-il, nous nous sommes installés dans le confort d'une société d'abondance rendue possible par une civilisation techno-industrielle qui pourvoit à nos besoins vitaux et à nos besoins superflus (inutiles) à travers un mode de production vorace en ressources naturelles (agricoles, énergétiques, minières). L'idéologie propre à ce type de société c'est le principe de la consommation et de la consommation (gaspillage). Un tel mode de vie consumériste n'est-il pas destructeur des équilibres naturels, de la biodiversité, des richesses de la nature? Notre responsabilité est entière, dans la mesure où nous participons de cette culture soit en tant qu'auteurs de cette situation soit en tant que complices, tous coupables d'une certaine négligence dans la production et la reproduction du système. Dès lors, nous devons nous engager à sauver ce qui peut l'être encore car il n'est pas trop tard pour le faire. Arne Naess ne fait pas ici, loin s'en faut, le procès de la société occidentale. Le constat qu'il fait vise à une prise de conscience collective face à un désastre que nous avons le pouvoir d'arrêter.

L'examen de la crise environnementale, dit-il, vise à révéler que les êtres humains sont doués de potentialités, en attente de réalisation, leur permettant de vivre des expériences variées dans et de la nature. La crise peut contribuer

(ou pourrait contribuer) à nous rendre sensibles à l'existence d'autres manières de mener une vie qui soit pleine de sens, lesquelles ont été largement ignorées ou sous-estimées jusqu'à ce jour, au profit de la seule recherche d'une adaptation à la méga-société techno-industrielle et urbanisée (Naess, 2013: 52-53).

L'écologie superficielle participe de ce projet d'adaptation contre lequel s'insurge le mouvement d'écologie profonde qui propose une société alternative (radicale?) à la société d'abondance/consommation. L'expression «écologie profonde» ou «deep ecology» (en anglais) est employé pour la première fois en 1973 dans article où Arne Naess s'employait à distinguer son *mouvement* d'un autre, plus influent que le sien: «Un mouvement d'écologie superficielle, qui en fait est actuellement des plus puissants, et un mouvement d'écologie profonde, qui est bien moins influent, luttent l'un contre l'autre pour retenir notre attention» (Naess, 2013 : 58). Ainsi, tandis que les adeptes de l'écologie superficielle se contentent de «lutter contre la pollution et l'épuisement des ressources [avec comme] objectif central: la santé et l'opulence des populations dans les pays développés» (Naess, 2013 : 58), «les partisans du mouvement d'écologie profonde ne visent pas une réforme ponctuelle de la société actuelle, mais une réorientation substantielle de notre civilisation tout entière» (Naess, 2013 : 87). Dans sa Postface à *Écologie, communauté et style de vie*, Hicham-Stéphane Afeissa revient sur ce qui constitue la différence fondamentale entre ces deux mouvements.

Selon l'une des assertions les plus récurrentes des partisans de la *deep ecology*, censée justifier leur revendication d'une plus grande radicalité, il est nécessaire de conduire une interrogation en profondeur sur les racines historiques et culturelles de la crise environnementale contemporaine, impliquant une refonte d'un certain nombre de présupposés philosophiques, scientifiques, religieux, etc., et débouchant sur la formation d'une nouvelle vision du monde (ou «écosophie»), par opposition à l'écologie dite «superficielle», laquelle est supposée se préoccuper exclusivement des problèmes de pollution et d'épuisement des ressources non renouvelables, sans jamais remettre en cause les habitudes de production et de consommation des économies développées. (Naess, 2013 : 338).

Dans cette même perspective, David Rothenberg prend le contre-pied de ceux qui considèrent la *deep ecology* comme un mouvement apolitique. Certes le *mouvement* initié par Arne Naess n'avait pas pour vocation de constituer une force d'opposition à l'ordre des pouvoirs établis. Toutefois, son influence grandissante semble susciter quelque inquiétude au sein de la classe dirigeante, notamment au niveau des lobbies conservateurs: «La dimension potentiellement révolutionnaire de l'écologie profonde semble nourrir de sérieuses craintes dans certains cercles du pouvoir» (Naess, 2013 : 44). Cette opinion est partagée par T. M. Peckinpaugh qui martèle que le mouvement d'écologie profonde est bien plus puissant que ce qu'on pourrait imaginer.

Un nouveau courant révolutionnaire, nommé «écologie profonde» s'est développé ces dernières années au sein du mouvement environnemental [...]. Cette *faction puissante* n'entend pas seulement agir pour la protection de l'environnement [mais] vise à proposer une vision du monde alternative et une contre-culture de type plutôt *libéral* [...]. Aujourd'hui, l'écologiste ne cherche pas seulement un environnement propre et sain, mais il milite pour des causes politiques plus ou moins précises, dont l'objectif général est de mettre fin au système de production [...] qui est actuellement le nôtre. (Naess, 2013: 44).

Les principes fondateurs du mouvement de la *deep ecology* (écologie profonde) reposent sur la proclamation de la *valeur intrinsèque* des formes de vie (humaines et non-humaines) indépendamment de leur valeur utilitaire ou instrumentale. Dès lors, la satisfaction de nos «besoins vitaux» est la seule condition de la réduction de ces valeurs. La plateforme du mouvement d'écologie profonde se décline en huit thèses fondamentales que nous n'allons pas rappeler toutes ici. Nous insisterons particulièrement sur les trois dernières qui prescrivent de réorienter «les structures économiques, technologiques et idéologiques fondamentales. [...] apprécier la qualité de vie. [...] mettre en œuvre les changements nécessaires» (Naess, 2013 : 60-61). Ces recommandations sont formulées à l'endroit des élites au pouvoir et surtout à l'adresse des personnes que pourrait intéresser le programme de la *deep ecology* (citoyen, homme politique, activiste), en tant que ces personnes peuvent contribuer par leur engagement à mettre en œuvre ce programme. Il ne s'agit pas de mettre fin au progrès mais de lui assigner de nouveaux buts: «Donner au progrès de nouveaux objectifs [est une] tâche à laquelle doivent s'atteler non seulement les élites au pouvoir, mais aussi de manière plus générale les citoyens» (Naess, 2013 : 53). Hicham-Stéphane Afeissa nous éclaire sur le sens de cette participation citoyenne.

Dans la mesure où le partisan de la *deep ecology* est essentiellement un citoyen qui prend part de façon active à la formation de groupes de pression visant à infléchir la prise de décision en matière de politique environnementale, un homme engagé qui s'investit dans l'organisation de partis politiques écologiques ainsi que dans la mise en place de programmes éducatifs, un activiste qui participe aux manifestations et aux boycotts à l'encontre des puissances d'intérêt en tous genres qui se montrent peu soucieuses de l'impact environnemental de leurs activités industrielles et

de leurs produits, il est clair qu'il a besoin en tant que tel de disposer en priorité d'un programme déterminant un ensemble d'objectifs qui soient à la fois suffisamment précis dans leur formulation pour guider son action individuelle, et suffisamment indéterminés pour rendre possible la formation de coalitions de cause (Naess, 2013 : 337).

Retenons simplement que «le mouvement d'écologie profonde appelle de ses vœux un bouleversement des attitudes paradigmatiques fondamentales majoritairement adoptées au sein des grandes sociétés industrielles» (Naess, 2013 : 123). Les enjeux de cette participation citoyenne sont les mêmes pour les pays du tiers-monde affectés tout aussi gravement par les effets de la crise environnementale globale. N'est-ce pas ce qui justifie la nécessité d'une politique d'éducation écocitoyenne dans cet espace où la simple question de l'éducation est déjà en elle-même problématique? En quoi l'écosophie est-elle pertinente en contexte africain?

### **3.2 Éducation à l'écocitoyenneté et pratique de l'agriculture écologique en contexte africain**

En tant que « réflexion personnelle sur son propre engagement et sur sa propre expérience du monde » (Naess, 2013 : 341), l'écosophie dresse le lit pour l'implémentation d'une politique d'éducation à l'écocitoyenneté. En effet, la réflexion écosophique a pour ambition d'amener l'homme à changer dans son individualité, et surtout à prendre des engagements personnels vis-à-vis des problèmes existentiels de sa communauté. La question fondamentale ici est celle de savoir comment habiter notre planète. L'écosophie est justement l'art d'habiter la Terre, en ce sens qu'elle invite les populations à faire usage de la nature avec modération. Cette approche recommande à chacun de valoriser la culture locale pour répondre aux besoins des populations. Nous ne disons pas que cette autonomie locale exclut l'échange au niveau national et international. Mais il faudrait « s'ajuster à un usage rationnel, solide, durable, modéré et non cette pléthore générant des rebus monstrueux dont la production massive est significative de l'intelligence du système » (Rabhi, 2009 : 29). L'écosophie s'inscrit dans une perspective où le recours à l'éthique est fondamental car « nous sommes dans une sorte d'état d'urgence, une situation clinique, au chevet d'un malade » (Jonas, 2000 : 50). L'éthique de la responsabilité nous invite à une solidarité agissante, à une obligation d'agir pour éviter une catastrophe humanitaire.

Prenons soin de la nature et de ses différentes incarnations comme un parent le fait avec son enfant. L'adulte s'occupe en effet de sa progéniture, car il a conscience des devoirs que sa position de supériorité lui confère. La planète et toutes les formes de vie qui l'habitent sont aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, nos enfants. (Jonas, 2017 : 11).

De même, cette éthique de la responsabilité implique l'autorité politique. Les décideurs doivent prendre des mesures urgentes pour une gestion durable de l'environnement. En effet, « une des responsabilités de l'art de gouverner consiste à veiller à ce que l'art de gouverner reste encore possible dans l'avenir » (Jonas, 1990 : 229). L'homme politique doit veiller sur les populations dont il a la responsabilité en prenant en compte tout ce qui est nécessaire à leur survie. Il doit sensibiliser les populations rurales sur la nécessité de garder le couvert forestier en évitant des pratiques telles que l'orpaillage clandestin, l'utilisation des engrais chimiques, la déforestation et l'agriculture extensive. Il faut sensibiliser les populations rurales sur les conséquences de leurs actions et sur l'utilisation des méthodes écologiques. À l'endroit de ces populations, nous insistons à la fois sur l'éducation écocitoyenne et la pratique conjointe d'une agriculture écologique. Mais avant toute compréhension de l'idée d'une éducation à l'écocitoyenneté, il convient d'explicitier la notion même de citoyenneté. Le mot citoyenneté désigne la qualité de citoyen, c'est-à-dire le lien social et juridique qui rattache un individu à un État, relativement à ses droits mais aussi à ses obligations. Dès lors, la citoyenneté invite à s'impliquer activement dans les affaires publiques, à contribuer à la construction de la société dans laquelle on vit.

La citoyenneté a d'abord un sens juridique, en ce sens que le citoyen dispose de droits civils et politiques, jouit des libertés individuelles. Mais, en revanche, celui-ci a l'obligation de respecter les lois, de participer aux dépenses collectives en fonction de ses ressources et de défendre la société dont il est membre, si elle se trouve menacée (Schnapper, 2000 : 39).

L'éducation à l'écocitoyenneté correspond à la dimension politique de l'éducation à l'environnement. Il faut noter que l'environnement est une chose publique par excellence, un bien commun dont il faut s'occuper ensemble. En ce sens, l'éducation à l'environnement consiste à favoriser un comportement responsable de l'enfant d'aujourd'hui pour en faire un citoyen capable de saisir les enjeux de la protection de l'environnement. Autrement dit, cette éducation vise à former les citoyens sur la nécessité de préserver leur environnement naturel. Elle s'inscrit dans le projet de création d'un nouveau type de citoyen, un citoyen formé et informé,

vigilant et bienveillant, capable de s'approprier les défis environnementaux. Un tel citoyen doit mettre un point d'honneur sur la nécessité de protéger les eaux, l'importance de la réduction des pollutions, l'utilisation des moyens écologiques dans l'agriculture pour une consommation durable. La Commission des Nations Unies pour le Développement Durable définit la consommation durable comme

des modes de consommation où l'utilisation de produits et de services satisfait les besoins de base des individus et procure une meilleure qualité de vie, tout en minimisant les impacts sur l'environnement afin de ne pas compromettre les générations futures à satisfaire leurs besoins. (Marchand, 2005 : 36).

Dans cette optique, nous préconisons l'adoption d'une agroécologie s'inspirant des lois de la nature et selon laquelle « la pratique agricole ne doit pas se cantonner à une technique mais envisager l'ensemble du milieu dans lequel elle s'inscrit avec une véritable écologie » (Rabhi, 2008 : 67). L'agriculture écologique est une solution envisageable dans la gestion de la crise environnementale, puisqu'elle a pour dessein une répartition équitable d'une agriculture saine à tous les citoyens et une conservation de l'état naturel des cultures. Selon Rabhi (2009 : 41), « l'agriculture écologique est une alternative et un antidote à l'agrochimie ». Cette technique agricole est tout à fait innovante, dans la mesure où elle intègre les valeurs de gestion durable de l'eau, de lutte contre le réchauffement climatique, de destruction du couvert forestier.

S'appuyant sur un ensemble de techniques inspirées des processus naturels comme le compostage, le non-retournement du sol, l'utilisation de purins végétaux, les associations de végétaux, l'usage de semences libres, reproductibles et transmissibles de génération à génération, etc.; elle [l'agroécologie] permet aux populations de reconquérir autonomie, sécurité et salubrité alimentaires tout en régénérant et en préservant leurs patrimoines nourriciers pour les transmettre vivants, et même améliorés, aux générations suivantes (Rabhi, 2015 : 26-27).

Le continent Africain présente plusieurs atouts qui pourraient contribuer à adopter l'agroécologie pour son propre intérêt. En effet, la population de l'Afrique est en majorité jeune et dynamique. Cette population active doit adopter et mettre en œuvre la pratique de l'agroécologie qui constitue une alternative moins coûteuse et adaptée aux populations rurales démunies. Ce qui les affranchirait de la dépendance aux produits chimiques trop coûteux et nuisibles. L'intérêt de cette pratique c'est qu'elle permet de « refertiliser les sols, de lutter contre la désertification, de préserver la biodiversité, d'optimiser l'usage de l'eau » (Rabhi, 2008 : 71). L'agroécologie est donc un moyen simple et efficace de lutte contre les effets néfastes de la crise environnementale.

Un écosystème géré selon les principes agroécologiques devrait permettre d'infléchir peu à peu les conditions climatiques, de créer la biomasse, de diversifier les ressources non seulement pour les besoins alimentaires, mais aussi pour la construction des bâtiments et des clôtures, de produire de l'énergie à usage domestique, de reboiser, d'améliorer les conditions sanitaires des populations, de proposer des moyens thérapeutiques naturels, de stimuler une flore et une faune endémiques (Rabhi, 2015: 28-29).

#### 4 Conclusion

L'opportunité de notre réflexion se justifie par la nécessité de trouver solution à la crise environnementale globale dont les effets sont fortement ressentis sur le continent africain. Revisitant les sources de cette crise qui sévit particulièrement en Afrique, nous avons identifié, en dehors du changement climatique, des facteurs spécifiques. L'agriculture industrielle extensive et productiviste est un facteur déterminant, au regard de son empreinte écologique. L'analyse a montré que l'agro-industrie, soucieuse d'accroître son rendement et son profit, exploite sans ménagement les terres fertiles en les polluant avec toutes sortes de produits chimiques. Prenant la bonne mesure des dangers liés à l'utilisation de ces "merveilles" de la technologie, Paquot (2010 : 35) écrit: « La menace de la nature par la technique moderne constitue des dangers pour l'environnement et ses ressources et aussi l'avenir de l'humanité. Les industries les plus polluantes y sont installées sans aucun respect de la réglementation en la matière ». Cette activité de prédation est dévoratrice des ressources naturelles, avec pour conséquences la déforestation, le déséquilibre de la biodiversité, l'appauvrissement des sols, etc. À cette menace s'ajoutent les affres de l'orpaillage clandestin qui est l'expression d'un cocktail détonnant. C'est dans un tel environnement délétère qu'il nous faut vivre ou plutôt survivre, en attendant la fin. Cependant, il n'est pas question pour nous de succomber à la calamité sans résister. Le second axe de notre analyse consistait à trouver une alternative à l'agriculture industrielle et biochimique. En préconisant une agriculture écologique, nous ne nous faisons pas d'illusions. Pour que cette alternative soit crédible, elle doit s'inscrire dans le cadre d'une éthique environnementale intégrant l'écophilosophie et l'écocitoyenneté. Dans le sillage des défenseurs acharnés



d'une reconnaissance des droits de la nature, nous avons nourri un intérêt particulier pour l'écophilosophie qui prône l'implication et la participation des citoyens dans la prise en charge des questions d'ordre écologique et économique. Au-delà des décideurs politiques, l'éthique environnementale invite chaque individu à s'engager dans la lutte contre les crises qui fragilisent à la fois l'équilibre naturel et le bien-être social. En définitive, c'est la responsabilité individuelle de chaque citoyen qui pourra aider à sortir de l'impasse de la crise environnementale. Si chacun assume sa part de responsabilité dans la gestion durable des ressources naturelles, l'humanité aura fait un bond qualitatif. L'écho de cette espérance résonne à travers les mots de Claude Allègre.

[...] Je ne crois pas que les problèmes que nous rencontrons aujourd'hui sont des obstacles au développement, mais je pense, à l'inverse, qu'ils constituent un terreau d'une extraordinaire fécondité pour la croissance à venir. Nous sommes au seuil d'une nouvelle ère de prospérité pour l'humanité » (Allègre, 2010 : 274).

## RÉFÉRENCES

- [1] Afeissa, H. S. 2007. *Éthique de l'environnement. Nature, Valeur, Respect*. Paris : Librairie Philosophique, Éditions Vrin.
- [2] Allègre, C. 2010. *L'imposture climatique ou la fausse écologie. Conversations avec Dominique de Montvalon*. Paris: PLON.
- [3] Bonnefous, E. 1990. *Réconcilier l'homme et la nature*. Paris : P.U.F.
- [4] Bourg, D. 2010. « Technologie, environnement, spiritualité », *Crise écologique, crise des valeurs?* Paris: Éditions Labor et Fides.
- [5] Jonas, H. 2017. *Une éthique pour la nature*. Trad. Sylvie Courtine-Denamy. Paris, Flammarion.
- [6] Jonas, H. 1990. *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Trad. de Jean Greish. Paris: Les Éditions du Cerf.
- [7] Kambire, B., Hue, B. B. F. et Alla, D. A. 2020. *Mutations environnementales liées à l'orpaillage à Ity (Ouest de la Côte d'Ivoire)*, *Annales de l'Université de Moundou, Série A-FLASH Vol.7*.
- [8] Kouassi, K. G. et Kouakou, K. F. J. 2022. *Changement climatique en Côte d'Ivoire: impact sur les systèmes culturels et résilience paysanne (1970 à la fin des années 1990)*. Editions Francophones Universitaires d'Afrique.
- [9] Lévêque, C. 2008. *La biodiversité au quotidien. Le développement durable à l'épreuve des faits*. Paris: IRD Éditions.
- [10] Marchand, A. et al. 2005. « La consommation responsable: perspective nouvelle dans les domaines de la conception de produits », *Nouvelles pratiques sociales*, vol.18, no 1.
- [11] Morfaux, L. M. et Lefranc J., 2007. *Nouveau vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines*. Paris : Armand Colin.
- [12] Mosnier, E. et al. 2015. « Épidémies multiples dans des camps d'orpaillage en forêt amazonienne (Guyane française) en 2013 : quelles leçons pour l'accès aux soins et à la prévention? », *Bulletin Épidémiologique Hebdomadaire – BEH*, 11-12, pp. 181-189.
- [13] Nzamba, D. P. T. 2013. *Enjeux de la dégradation de l'environnement en Afrique. Crise écologique et conception négro-africaine de la vie Approches éthique et théologique*. Thèse de doctorat en théologie, Université Julius-Maximilians de Würzburg.
- [14] Næss, A. 2013. *Écologie, communauté et style de vie*. Paris : Éditions Dehors.
- [15] Paquot, T. 2010. *Philosophie de l'environnement et des milieux urbains*. Paris : La Découverte.
- [16] Rabhi, P. 2015. *L'agroécologie, une éthique de vie*. Entretien avec Jacques Caplat. Paris : Actes Sud.
- [17] Rabhi, P. 2009. *La part du colibri. L'espèce humaine face à son devenir*. Paris : Édition de l'Aube.
- [18] Rabhi, P. 2008. *Manifeste pour la Terre et l'humanisme. Pour une insurrection des consciences*. Paris : Actes Sud.
- [19] Serres, M. 1992. *Le contrat naturel*. Paris : Le Pommier.
- [20] Schnapper, D. 2000. *Qu'est-ce-que la citoyenneté?* Paris : Gallimard.
- [21] Tardieu, V. 2002. *La planète est-elle vraiment malade?* *REVUE Science & Vie, Spécial Terre*, N° 1020, Septembre.